

Bulletin d'histoire politique

Sort I Jané, Josep, Quebec, de poble a país, Barcelone, Llibres de l'Index, 1996, 236p., coll. « Descoberta », 19

Yanic Viau



Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060407ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060407ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Viau, Y. (1999). Compte rendu de [Sort I Jané, Josep, Quebec, de poble a país, Barcelone, Llibres de l'Index, 1996, 236p., coll. « Descoberta », 19]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 232–236. <https://doi.org/10.7202/1060407ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Il faut dire que le regard porté dans cet ouvrage sur la métropole emprunte à plusieurs disciplines. Le géographe côtoie donc l'économiste lui-même suivi de près par le sociologue et l'architecte. Tous parlent de Montréal. Ce qui ne veut pas dire que tout ce beau monde se parle pour autant...

Quant au contenu de l'ouvrage, disons-le franchement: deux ou trois textes seulement correspondent directement au titre de l'ouvrage. On a ici en tête notamment l'indigeste digression de Jean-Claude Lassere autour du «concept» de *Gateway*. Mais c'est là, heureusement, l'exception que l'on préfère oublier...

D'autres textes constituent, pour leur part, de patientes mises à jour par rapport aux contributions passées de leurs auteurs. D'où, cependant, l'impression de «déjà vu» ou de «déjà lu» ressentie, par exemple, à la lecture des chapitres signés par William J. Coffey, Yves Bussièrès, Jean-Claude Marsan ou Marie-Odile Trépanier.

D'autres textes encore, s'aventurent sur des terrains inexplorés ou offrent des variantes intéressantes sur des thèmes déjà abordés. On pense ici au chapitre que signent Gérard Beaudet, Ludger Beauregard et Jeanne Wolfe sur les anciennes et nouvelles banlieues qui nous vaut des portraits précieux — parce que rares — des villes d'Outremont, de Westmount, de Laval et de Longueuil. Ou encore à cet autre, tout en nuances, portant sur les espaces de pauvreté, et qui apparaît sous la plume d'Anne-Marie Séguin.

Bref, ce qu'il faut constater, en consultant cette ouvrage dirigé par Manzagol et Bryant, c'est que la recherche sur Montréal, mis à part quelques inévitables ratés, se porte relativement bien et affiche même, dans certains cas, des airs de maturité. Ce qui est plutôt de bonne augure en ce début de nouveau millénaire. Vous ne trouvez pas ?

François Desrochers
Candidat au Doctorat en Études urbaines
UQAM/INRS-Urbanisation

Sort i Jané, Josep, *Quebec, de poble a país*, Barcelone, Llibres de l'Índex, 1996, 236 p., coll. «Descoberta», 19.

Les références au Québec de la part des nationalistes catalans ont toujours été fréquentes, et particulièrement depuis la fin de la dictature franquiste en 1976 et le retour progressif à une autonomie relative pour la Catalogne (consacré par son Statut de 1979). Intellectuels et politiques, de part et d'autre du spectre politique, font fréquemment allusion à la question nationale québécoise, tant pour justifier que pour dénigrer le processus

d'affirmation des minorités nationales dans l'État espagnol. Toutefois, la situation constitutionnelle, politique et linguistique précise du Québec reste en général peu connue et la référence se limite habituellement à son auréole de minorité qui «ose» tenir des référendums sur la souveraineté (à défaut de les gagner, pourrait-on ajouter). En ce sens, l'ouvrage de Josep Sort i Jané, *Quebec, de poble a país* (Le Québec, de peuple à pays), première synthèse en langue catalane sur le sujet, vient combler une lacune importante.

Diplômé en histoire contemporaine, en sciences politiques et en sociologie, Sort i Jané est professeur à la Faculté des Sciences de la Communication à l'Université Ramon Llull de Barcelone. Il a séjourné à plusieurs reprises au Québec depuis 1991 et a publié près d'une trentaine d'articles sur le Québec dans divers journaux et revues, dont le quotidien barcelonais *Avui* pour lequel il a été correspondant à Montréal lors de la campagne référendaire de 1995. Son ouvrage se veut à la fois une synthèse d'histoire politique et une chronique constitutionnelle dont l'objectif est d'introduire le lecteur catalan à la réalité du Québec, «une autre Nation sans État» (p. 14). Sans revêtir la forme d'un essai politique, il ne s'agit pas non plus d'une «description aseptisée», comme le précise l'auteur: «Il est évident que le cas québécois offre plusieurs leçons à retenir et plusieurs autres à oublier. Il n'est pas de mon intention de le présenter comme un modèle à suivre. Je souhaite plutôt connaître comment se forme une société, un peuple ou une nation semblable à la nôtre» (*id.*). L'auteur espère par ailleurs que l'étude puisse servir en renforcer les liens entre les deux peuples, «ou plus modestement, entre les gens appartenant à nos deux peuples» (p. 16).

L'ouvrage est divisé en quatre principales parties. À l'incontournable portrait géographique, économique et ethno-linguistique (qu'est-ce qu'un *al·lòfon?*), succède un aperçu historique couvrant la période 1608-1980. Les «Antécédents immédiats», i.e. les péripéties constitutionnelles menant au référendum de Charlottetown, méritent par ailleurs une section à part. Mais plus du tiers de l'étude est consacré à la conjoncture menant au dernier référendum sur la souveraineté (1993-1995) et au déroulement minutieux de la campagne référendaire. Malgré le peu de distance chronologique (l'ouvrage a été terminé en novembre 1995), l'auteur a tenu à «fournir un souvenir vivant et immédiat, qui court le danger de s'effacer si on tarde à le mettre sur papier» (p. 15).

Mentionnons tout de suite qu'aucune «aberration» sur l'histoire et le nationalisme québécois — comme il s'en entend de temps à autre à l'étranger — n'est à relever. Cependant, certaines affirmations pourraient sans doute être nuancées ou discutées. Ainsi, la particularisme québécois que constituerait la revanche des berceaux a été fortement nuancé par des travaux antérieurs, notamment ceux de l'IREP, du moins en ce qui concerne

le XX^e siècle. On peut difficilement affirmer avec l'auteur que l'industrialisation et l'urbanisation ne concernent vraiment les francophones qu'à partir des années 1920 et de la Crise des années 1930 (p.75). Par ailleurs, la Révolution tranquille est présentée comme un processus plutôt linéaire et dénué de contradictions, avec comme argument que des changements sociaux majeurs sont survenus suite à une simple élection législative, et non par une rupture de l'ordre légal existant (*legalitat vigent*)¹. L'exode des Anglophones vers le reste du Canada n'est pas non plus un mouvement provoqué par l'élection du Parti québécois en 1976 (p. 100). Mais il serait malhonnête d'attribuer ces interprétations à la qualité d'étranger de l'auteur, étant donné leur présence importante dans l'historiographie québécoise elle-même. La nature de synthèse de l'ouvrage fournit, il est vrai, un alibi contre les critiques concernant un manque de nuance ou d'importance accordée à tel ou tel épisode de l'histoire.

Par ailleurs, la description admirative des réussites du Québec en matière de santé et de services sociaux au Québec (p. 53) aurait sans doute été plus juste si quelques mots avaient été glissés sur les compressions budgétaires qui remettent en question ces acquis dès la crise de 1982. Et il n'est pas du tout évident par ailleurs qu'avec les résultats serrés de élections québécoises de 1994 (ou le Parti québécois ne remporte que 44,7% des voix), le nationalisme québécois «se retrouve dans une situation exceptionnelle pour affronter le défi d'un second référendum», comme l'affirme Sort i Jané (p. 159).

Mentionnons par ailleurs quelques points de détail: le Ralliement National ne représente pas seulement une tendance plus «modérée» de l'indépendantisme par rapport au FLQ (p. 83) mais se situe définitivement plus à droite sur le spectre politique. La création du Parti québécois n'est pas exactement le fruit de la fusion MSA-RN-RIN (p. 86), l'organisation de Bourgault s'étant sabordée pour encourager ses membres à rejoindre massivement le nouveau parti. Enfin, le projet hydroélectrique de Grande-Baleine, que l'auteur présente comme un projet économique en voie de réalisation (p. 23), avait déjà été abandonné par Parizeau au moment de publier l'ouvrage.

Deux éléments plus fondamentaux doivent aussi être soulignés. Une fois après avoir affirmé que la période des années 1920 et 1930 est celle des gouvernements Taschereau et Duplessis (p.78), l'auteur saute par-dessus la Seconde Guerre mondiale pour traiter uniquement du «cheuf» et de la Grande noirceur. Le nom de Godbout est complètement passé sous silence, sans parler des mesures sociales de son gouvernement qui annoncent l'État-Providence futur. Deuxièmement, une carte géographique intitulée «Anglophones de l'Île de Montréal», insérée dans le texte et destinée à illustrer la répartition territoriale de ce groupe linguistique, se trouve en fait à représenter un projet de partition de la Métropole dont la légende, rédigée

en anglais, fait notamment référence à la «Population of Polls Remaining in Canada» (sic). Bien qu'aucune source ne soit citée, l'encadré est probablement tiré de livre *Canada Remapped* (1992), du partitionniste Reid Scott, mentionné en bibliographie. Ce qui pourrait n'être qu'une approximation méthodologique constitue ici une erreur suffisante pour faire sursauter le lecteur le moins au fait du débat sur la partition.

Il peut s'avérer difficile, au moment d'apprécier une étude sur le Québec réalisée à l'étranger, d'éviter en tant que lecteur autochtone d'exercer une vigilance «susceptible», sans tomber à l'inverse dans un relativisme culturel excessif. Une question à se poser est sans doute de savoir si l'étude qui nous intéresse, hypothétiquement traduite en français, jouerait adéquatement son rôle de vulgarisation historique et politique auprès d'un public québécois. De façon générale, la lecture de *Quebec, de poble a país* nous permet d'y répondre positivement, particulièrement pour ce qui est de la chronique de la période du gouvernement Parizeau (septembre 1994-octobre 1995), qui constitue un référence exemplaire. Le diplomate étranger séjournant au Québec trouverait aussi certainement son compte à la lecture de l'ouvrage.

Malgré tout, *Quebec, de poble a país* reste en définitive un ouvrage catalan et destiné à un public catalan, comme en font foi diverses allusions et références, au-delà bien sûr de la langue de rédaction. Ainsi, on y apprend que le territoire du Québec correspond à vingt-six fois celui de la Catalogne, et la toponymie régionale est dans certains cas traduite (ainsi, le Bas-Saint-Laurent devient *Baix Sant Llorenç*). Les Catalans du Régiment Royal de Rousillon auraient défendu le Fort Chambly jusqu'au dernier moment lors de la Guerre de Conquête², et on peut encore reconnaître aujourd'hui les descendants de colons catalans par leurs patronymes (Barselo, Barceloux, etc.). La terminologie politique se trouve aussi adaptée au lectorat catalan: ainsi, les initiatives de législation linguistique en faveur du français sont décrites comme un processus de «normalisation linguistique» (*normalització lingüística*), la stratégie souverainiste de l'étapisme devient l'*afirmacionisme*, la reconnaissance du Québec comme société distincte se traduit par le *fet diferencial* («fait différentiel») et la position fédéraliste intransigeante de «l'égalité des provinces» est illustrée par le concept coloré du *café para todos* («du café pour tout le monde»)!

Sort i Jané conclut son étude en s'exprimant de façon positive à l'égard du projet nationaliste hégémonique, tel que formulé en 1995: « (...) le projet souverainiste ne correspond pas à la vision traditionnelle des États-nations, qui mettent l'emphase sur les frontières et les douanes. Il s'agit plutôt d'une théorisation moderne d'une communauté politique souveraine et clairement ouverte sur l'extérieur» (p. 164). La discussion sur le concept de *vot ètnic* se révèle inévitable dans son analyse des résultats de la dernière

consultation référendaire, mais l'auteur accorde toutefois une importance égale à «*La dimensió de classe del referendum*» (p. 200), traitant du poids de la question sociale tout au long de la campagne, ainsi que du positionnement des gens d'affaires («l'argent»). Quant aux divers scénarios concernant l'avenir du Québec à moyen terme, l'auteur refuse sagement d'y aller de ses prédictions. À tout le moins, le scénario d'une nouvelle ronde de négociation constitutionnelle, initialement prévue pour 1997 par la Constitution de 1982, n'a tout simplement pas eu lieu et peut d'ores et déjà être éliminée. L'ouvrage de Josep Sort i Jané, sans constituer une étude à proprement dit comparative, fournit un outil supplémentaire de compréhension de la question nationale pour les Catalans, à l'heure où les relations bilatérales officielles entre le Québec et la Catalogne sont en plein développement, comme en fait foi la visite officielle de Lucien Bouchard en Catalogne en mars 1999 et l'inauguration d'un nouveau Bureau du Québec dans la capitale catalane.

Yanic Viau
Étudiant à la maîtrise
Département d'histoire moderne et contemporaine
Université autonome de Barcelone

NOTE ET RÉFÉRENCE

1. Le débat sur la rupture avec la «légalité franquiste» a été au cœur des discussions au sein l'opposition antifranquiste, avant et pendant le processus de transition démocratique en Espagne et en Catalogne (1976-1979). La rupture prônée notamment par les communistes qui y voyaient une condition préalable à tout changement social en profondeur n'a finalement pas eu lieu: une «rupture pactée» est intervenue entre les élites franquiste et les forces d'opposition, après que les *Corts* (parlement) franquiste aient voté leur auto dissolution en approuvant la *Loi de réforme politique* (1976).
2. Rappelons le Rousillon, territoire catalan depuis le Moyen Âge, a été annexé par Louis XIV au Traité des Pyrénées (1659), bien qu'il soit toujours considéré par les Catalans comme la *Catalunya Nord*, composante des *Països Catalans* (Pays catalans, territoire du culture catalane recouvrant la Catalogne au sens juridique ou *Principat*, le Pays Valencien, les Îles Baléares, la frange orientale de l'Aragon et le Rousillon).

Serge Gagnon, *Le Passé composé. De Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 190 p.

Constitué d'une série de textes ayant pour la plupart été déjà publiés, cet ouvrage traite de l'évolution récente du savoir historique au Québec. Mais ainsi réduit à son plus petit dénominateur commun, l'ensemble acquiert une